

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE DE GAGNY**

(Seine-Saint-Denis)

**SERVICE VOIRIE****OBJET :****AUTORISATION DE VOIRIE SUR LES DÉPENDANCES D'UNE VOIE COMMUNALE : Permission de voirie pour la création d'un bateau d'accès au droit du n°23 allée Marc Sangnier à GAGNY.**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2521-1 et L. 2521-2,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4,

Vu le Code de la route et ses décrets subséquents,

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 116-2 et R. 116-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 610-5 et R. 644-2-1,

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-9,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date 15 décembre 2003 approuvant le règlement de voirie communal,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 juin 2004 fixant le montant des droits et taxes d'occupation privative du domaine public,

Vu le Permis de Construire n°093 03222 C0069 délivrée par le Service Urbanisme le 21 octobre 2022,

Considérant la demande en date du 05 juin 2023, par laquelle le pétitionnaire, **Monsieur Sofiane BENFADEL, domicilié 25, rue Meuhl – 93500 PANTIN**, sollicite l'autorisation **d'une création de bateau d'accès au droit du n°23 allée Marc Sangnier à GAGNY**,

Considérant la faisabilité technique de l'opération,

**ARRÊTE****• Article 1.- Occupation :** Le pétitionnaire, **Monsieur Sofiane BENFADEL, est autorisé à créer un bateau d'accès à la propriété sise n°23 allée Marc Sangnier à GAGNY**, à charge pour lui de se conformer aux directives suivantes :

- Le marquage au sol de l'emplacement de stationnement au droit du futur bateau d'accès sera effacé aux frais et charge du pétitionnaire.

**Un titre de recette sera émis à l'encontre du pétitionnaire d'un montant de 126 €, correspondant aux travaux d'effacement de marquage au sol par la Direction des Interventions Techniques.**

- Les travaux objets du présent document devront tenir compte des équipements publics en place et seront contrôlés par la Direction de l'Espace Public.

- Les travaux seront exécutés par une entreprise habilitée à intervenir sur le domaine public.

**• Article 2.-** L'entreprise réalisant ces travaux à la charge du pétitionnaire devra impérativement faire une demande d'arrêté auprès du Service Voirie, trois semaines avant le démarrage des travaux.**• Article 3.- Durée de l'autorisation :** La présente autorisation n'est **valable que POUR UN AN** à partir de la date de signature. Elle sera expirée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.**• Article 4.- Responsabilité :** Le pétitionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la commune que vis-à-vis des tiers ou des usagers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ses installations.

L'occupant est avisé qu'il doit se prémunir par des précautions adéquates et sous sa responsabilité technique des sujétions inhérentes à l'occupation du domaine public.

- **Article 5.-** Le bénéficiaire informera un représentant du Service Voirie trois jours avant le début des travaux afin de procéder à la vérification de l'implantation.
- **Article 6.-** Réparation des dommages : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices, et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer au domaine public. Faute de satisfaire à cette prescription ainsi qu'à toutes autres conditions imposées par le présent arrêté, il sera procédé à ses frais par les soins de l'administration à la réparation des dommages. Un procès-verbal sera dressé et déféré au Tribunal de Police.
- **Article 7.-** Droit des tiers : La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements faits par l'autorité municipale.
- **Article 8.-** Modifications : Si des modifications sont apportées quant à la présente autorisation, le pétitionnaire sera tenu d'en informer immédiatement, par téléphone, le Service Voirie en Mairie (Tél. : 01 56 49 22 22) et de le confirmer ensuite par courrier **dans un délai de HUIT JOURS**, faute de quoi, il devra s'acquitter des droits de voirie correspondants à ladite autorisation.
- **Article 9.-** Entretien : L'entretien du bateau est à la charge du pétitionnaire.
- **Article 10.-** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment par l'autorité qui l'a délivrée si celle-ci juge cette mesure nécessaire à l'intérêt général.
- **Article 11.-** Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et sanctionnée selon les lois et règlements en vigueur.
- **Article 12.-** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de son affichage.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- **Article 13.-** Ampliation du présent arrêté sera notifiée :
  - Au Commissaire de Police,
  - Au Directeur Général des Services de la Ville,
  - Au pétitionnaire, Monsieur Sofiane BENFADEL – 25, rue Meul – 93500 PANTIN,
  - Au Comptable du Trésor Public du Raincy - 22 allée de l'Eglise - 93340 LE RAINCY,
 Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Gagny, le 26 juin 2023.

Le Maire,  
Conseiller Départemental,



Rolin CRANOLY